

une question à l'honorable ministre d'État, en l'occurrence l'honorable député d'Outremont. Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il a l'intention d'appliquer intégralement les recommandations du rapport minoritaire Therrien de la Commission Glasco?

L'hon. Maurice Lamontagne (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, ce sujet est présentement à l'étude et nous serons en mesure d'annoncer les intentions du gouvernement au cours des prochaines semaines.

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire. Bien sûr, l'honorable député de Joliette-L'Assomption-Montcalm a posé une question très précise à l'honorable député d'Outremont, à savoir si le ministre a l'intention de donner suite...

Des voix: A l'ordre!

M. Valade: ...et le ministre...

(Traduction)

M. l'Orateur: Je ne crois pas qu'aucun député ait le droit de pousser l'affaire beaucoup plus loin. Le ministre a fait de son mieux pour répondre dans le peu de temps dont il disposait. Je suis certain que le gouvernement fera connaître sa politique en temps opportun.

L'AGRICULTURE

PRODUITS LAITIERS—AU SUJET D'UNE CONFÉRENCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Wallace Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Le ministre a-t-il eu l'occasion jusqu'ici de poursuivre les pourparlers avec ses collègues les ministres de l'Agriculture de l'Ontario et du Québec, relativement aux divers problèmes qui se posent à l'industrie laitière, et aussi de discuter de ces questions avec les dirigeants des organisations de producteurs de lait? S'il n'a pas eu l'occasion de le faire, se propose-t-il de tenir bientôt une conférence comme celle qui a eu lieu dans le passé?

L'hon. Harry W. Hays (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, avant de nous occuper de la politique actuelle, à laquelle une large publicité a été faite, j'ai convoqué le Conseil des laiteries ainsi que les producteurs de lait de tout le Canada, et nous avons discuté de cette politique avec eux. Nous n'avions que deux ou trois jours pour nous arrêter sur cette politique, parce que, comme vous le savez, elle devait entrer en vigueur le 1^{er} mai à l'égard de 80 p. 100 de la moyenne de dix ans, si nous ne nous étions pas hâtés de faire quelque chose.

[M. Pigeon.]

On aurait dû s'occuper de l'affaire il y a longtemps. Quoi qu'il en soit, il nous fallait agir vite, afin de protéger les producteurs de lait et l'industrie laitière du Canada, et c'est le programme que nous avons fait connaître au public. Nous avons eu soin de demander l'avis de tous les intéressés avant d'annoncer la politique actuellement en vigueur.

(Plus tard)

M. Nesbitt: J'aurais une question à poser au ministre de l'Agriculture. Le ministre a-t-il eu l'occasion d'aviser à la reprise des entretiens avec les ministres de l'Agriculture de l'Ontario et du Québec, ainsi qu'avec les dirigeants des associations laitières, en vue d'en arriver à quelque solution des problèmes de l'industrie laitière? Je songe notamment à la question du refroidissement du lait.

L'hon. M. Hays: L'occasion ne s'est pas encore présentée, monsieur l'Orateur, d'aviser à de tels entretiens.

QUESTION AU SUJET DU MAINTIEN DU VERSEMENT À L'ACRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lawrence E. Kindt (Macleod): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre de l'Agriculture s'il a eu le temps d'étudier la possibilité d'envoyer aux cultivateurs de l'Ouest l'habituel versement à l'acre qu'ils attendent?

L'hon. Harry W. Hays (ministre de l'Agriculture): Non, monsieur l'Orateur, nous n'avons pas eu le temps.

M. Kindt: Une question supplémentaire. Vu que le ministre n'a pas encore eu le temps d'y penser—et j'accepte sa parole—peut-il nous dire s'il a l'intention de faire ce versement?

L'hon. M. Hays: Monsieur l'Orateur, nous allons étudier tous les aspects du programme agricole, car ils font partie d'un grand ensemble. Le programme agricole de l'ancien gouvernement et le nôtre diffèrent un peu, mais nous examinons la situation en profondeur afin de trouver le meilleur moyen d'aider l'agriculture d'un bout à l'autre du pays.

M. G. D. Clancy (Yorkton): Si le ministre n'est pas disposé à faire les versements à l'acre, a-t-il songé à payer \$3 le boisseau pour la nouvelle campagne agricole?

LES PÊCHERIES

COMMISSION DES PÊCHERIES DU PACIFIQUE NORD—DROITS DE PÊCHE RECONNUS AUX JAPONAIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New-Westminster): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question